



L'Insee et les enquêtes sur les patrimoines

Au début des années 1980, la France se distinguait de ses principaux partenaires par une absence quasi totale de la statistique publique dans l'analyse microéconomique des patrimoines des ménages (1). Les comparaisons internationales ignoraient donc, et pour cause, la situation française. Pourtant, l'Insee avait cherché à investir ce champ au travers des deux cycles d'enquêtes spécialisées pilotées en 1973-1975 et 1974-1976 par Philippe L'Hardy. Mais la préoccupation première de ces opérations portait davantage sur une décontraction du compte des ménages : l'objectif principal était de répartir les flux d'épargne, comme c'était le cas pour les revenus avec les enquêtes du même nom, et pour la consommation avec l'enquête sur les budgets familiaux. L'analyse des stocks de patrimoine ne venait qu'en second. Or, il est particulièrement difficile de mesurer les flux d'épargne au niveau individuel, même avec des données longitudinales (déjà !) comme c'était le cas avec les enquêtes sur l'épargne. Dans un contexte où les capacités informatiques étaient bien moindres qu'aujourd'hui, à la fois en termes de contrôle de collecte que de traitement statistique des données, ces enquêtes ont conduit à tant de difficultés méthodologiques, que l'expérience a été jugée peu prometteuse et n'a pas été renouvelée.

Cependant, au milieu des années 1980, une forte demande, émanant principalement des professionnels de l'épargne et relayée par les universitaires, a conduit l'Insee à se poser de nouveau la question des enquêtes sur l'épargne et les patrimoines. Sur ces entrefaits, un colloque international organisé par Denis Kessler et André Masson venait juste de faire le point sur les thématiques et les sources, mettant particulièrement en évidence le retard français. À l'Insee, Yannick Lemel et Michel Glaude, alors responsables respectivement des divisions *Conditions de vie* et *Revenu des ménages*, ont mis en place un groupe de travail, à la fin de 1984, dont la mission était d'explorer la faisabilité technique et financière d'une enquête en France. Ce groupe de travail comportait des représentants des professionnels de la banque et de l'assurance,

1. Hors de la statistique publique, on pouvait néanmoins trouver les travaux réalisées par André Babeau à partir des enquêtes du CREP en 1975 et 1980 ; voir aussi dans « La richesse des Français », par André Babeau et Dominique Strauss-Khan, PUF, 1977.



notamment la Caisse des Dépôts et Consignations, et des fédérations patronales. Les chercheurs étaient représentés par Denis Kessler, André Masson et Luc Arrondel, alors jeune doctorant. Pour l'Insee, Daniel Verger et moi-même étions chargés d'explorer la mise en œuvre pratique de l'opération. Les acteurs de ce qui allait se révéler une longue collaboration, dont ce numéro spécial est un des aboutissements, étaient rassemblés.

Le groupe de travail allait déboucher sur la mise en place de l'enquête Insee sur les « actifs financiers » de 1986. Dès le début des discussions, il avait été convenu que l'opération ne viserait pas à mesurer l'épargne, mais s'intéresserait exclusivement aux patrimoines. Le but était prioritairement de déterminer les taux de possession des ménages dans les différents actifs financiers, d'où le nom de l'opération, et dans la mesure du possible de renseigner sur les mécanismes de constitution des patrimoines. L'expérience s'est révélée concluante, et même au-delà des espoirs initiaux, puisqu'une valorisation grossière des stocks patrimoniaux a pu être tentée, grâce au recours à des techniques économétriques innovantes à l'époque. L'opération a été répétée en 1991-1992, en donnant une place plus importante à l'analyse des valeurs des patrimoines, à la transmission intergénérationnelle des biens, à l'endettement et aux actifs professionnels. C'est, à ce jour, le questionnement le plus complet qui ait été réalisé en France. L'opération a été rééditée sous une forme allégée en 1998, puis en 2003, sous la dénomination d'enquête *Patrimoine*.

Une collaboration exemplaire avec le monde de la recherche

Depuis 1986, les enquêtes sur les patrimoines sont donc le fruit d'une longue collaboration entre les statisticiens et les chercheurs. Celle-ci a été jalonnée de rendez-vous importants, bien avant ce numéro d'*Économie et Statistique*. L'édition 1990 de *Données Sociales* contient un *survey* très complet de Denis Kessler et André Masson qui fait le point sur ce que l'on savait alors du patrimoine des Français et des questions qui se posaient. Le numéro double 296-297 d'*Économie et Statistique*, paru en 1996, contient un dossier de sept articles, préfacé par André Masson et Daniel Verger, qui exploitait l'enquête *Actifs financiers* de 1991-1992. La préface rappelle notamment les cinq grandes questions sur les comportements patrimoniaux soulevées par Denis Kessler et André Masson en 1990 :

- 1 - L'inégalité de patrimoine est-elle due, hors des différences d'âge, principalement à une inégalité de revenu ?
- 2 - Quelle est l'importance quantitative de l'héritage sur l'accumulation et l'inégalité patrimoniale ?
- 3 - Les biens transmis sont-ils répartis équitablement entre les enfants ; le transfert se fait-il par donation ou par héritage ?
- 4 - Dans quelle mesure la prise en compte de l'hétérogénéité des comportements des ménages aide-t-elle à comprendre la distribution de la richesse ?
- 5 - Y a-t-il à long terme un accroissement ou une décroissance du degré d'inégalité des fortunes ? La concentration du patrimoine est-elle du même ordre d'un pays industrialisé à l'autre ?

Ainsi que de nouvelles :

- 6 - Quelles sont les incidences de l'accumulation patrimoniale sur le niveau d'activité et donc sur les revenus des indépendants ? Comment s'imbriquent actifs professionnels et patrimoine domestique ?

7 - Le patrimoine est-il une affaire de couple ou de lignée ? L'individualisation a-t-elle tendance à reculer ou à progresser ? Quelle incidence la répartition des biens a-t-elle sur la place de la femme dans le foyer ?

8 - La composition du patrimoine – en particulier le degré de diversification et les réaffectations des portefeuilles – renseigne-t-elle sur les motivations régissant l'accumulation des fortunes ?

Le dossier de 1996 se concentrait sur les questions 1, 6 et 8, des références étant fournies pour les autres, mais indiquait clairement les voies à suivre. Ainsi, la page 6 de cette préface contient une phrase prémonitoire : « *Il faudra à l'avenir essayer de progresser dans la mesure des anticipations, de l'aversion pour le risque, de la préférence pour le présent ou de la prégnance des contraintes de liquidité, comme le suggèrent Luc Arrondel et André Masson [dans leur article], ou encore évaluer plus précisément le niveau et le risque du revenu futur (probabilité de chômage, niveau des retraites...)* ». Les analyse empiriques butaient, en effet, sur l'inobservabilité de nombreux paramètres susceptibles de décrire l'hétérogénéité individuelle, dont la théorie soulignait pourtant l'importance.

Un numéro spécial sur l'attitude à l'égard du risque et la préférence pour le présent

Parallèlement, la réflexion théorique sur les comportements d'accumulation avait singulièrement progressé depuis le début des années 1980. À la suite de la critique de Lucas, tout un pan de la littérature s'était consacré à la question des anticipations des agents économiques, et avait remis en cause les approches traditionnelles des modèles de cycle de vie (Modigliani et Brumberg, 1954) et de revenu permanent (Friedman, 1957). Hall (1978) avait d'abord proposé une version rationalisée du revenu permanent qui tient compte d'un environnement incertain du consommateur, mais dont les prédictions furent décevantes. Pour réconcilier la théorie avec l'observation, une formalisation du comportement d'épargne de précaution avait été proposée, notamment par Deaton (1991) et Zeldes (1989), en relâchant l'hypothèse d'une fonction d'utilité quadratique. Mais c'est surtout Carroll (1992 et 1997), qui a permis de disposer d'un cadre théorique adapté avec les modèles de fonds de contingence (*buffer stocks*) qui font intervenir des consommateurs à la fois prudents, au sens de Kimball (1990), et impatient. On voit apparaître dans le formalisme de Carroll l'attitude à l'égard du risque (représentée ici par la prudence) et la préférence pour le présent (l'impatience).

Dans ce contexte, les habitudes anciennes de travail en commun entre chercheurs et statisticiens ont permis de lancer un défi un peu fou : chercher dans une enquête en population ordinaire à mesurer la façon dont les ménages réagissent face au risque et au futur, en s'efforçant de dissocier les deux concepts. L'occasion a été fournie lors de la réalisation de l'enquête *Patrimoine* 1998, qui porte sur plus de 10 000 ménages. Un premier questionnaire papier recto verso, inspiré des expériences en cours dans le monde académique, a été laissé aux ménages et retourné par courrier ; une enquête complémentaire plus approfondie a permis de recueillir un peu plus de 1 100 questionnaires.

À ce stade, il faut remercier tous les acteurs qui ont rendu la chose possible. En premier lieu, le Cnis, qui a compris les enjeux de l'opération dans un contexte d'incertitude accrue sur le marché du travail et en matière de financement des retraites. Car il ne faut pas s'y tromper, il ne s'agit pas là de fantaisies de chercheurs en mal de publication, mais



de la recherche de déterminants individuels aussi profonds que *la valeur du temps* ou *l'étendue de l'horizon décisionnel*, qui sont susceptibles d'avoir des conséquences en matière de placements se chiffrant en milliards d'euros. La seule exigence du Cnis était que les résultats de cette expérimentation puissent être accessibles à tous ; au-delà de son intérêt intrinsèque, ce numéro spécial répond à cette demande. Il faut aussi remercier les concepteurs de l'enquête principale d'avoir accepté un questionnement complémentaire, source de complications. Étant alors responsable du département en charge de l'enquête, je peux témoigner de leur apport essentiel. Il faut enfin et peut être même surtout, remercier les directions régionales de l'Insee et les enquêteurs, dont le professionnalisme a permis la réalisation de l'opération.

Il est prévu de soumettre pour publication les résultats de cette expérience dans les meilleures revues scientifiques internationale (1). La compréhension de la préférence pour le présent et des attitudes à l'égard du risque chez les individus est de plus en plus au cœur du débat scientifique sur la formation des patrimoines. La France apparaît donc maintenant comme un pays très innovant en matière de compréhension des comportements patrimoniaux, alors qu'elle était en retard voici une vingtaine d'années. Même si les qualités individuelles des trois responsables de l'opération expliquent, pour beaucoup, ces bons résultats, ceci démontre également combien les collaborations entre la statistique publique et le monde de la recherche sont fructueuses.

Des pistes pour le futur

Malgré leur intérêt, les résultats expérimentaux présentés dans ce dossier ne constituent pas un aboutissement. Il s'agit désormais de passer au stade de la production statistique régulière. Comme il est impossible dans les enquêtes sur les patrimoines d'introduire pour tous les ménages un questionnaire complémentaire aussi détaillé, Luc Arrondel, André Masson et Daniel Verger ont construit, à partir de leurs analyses, un jeu restreint de questions afin de mesurer les attitudes à l'égard du risque et de l'avenir. Ces items ont été introduits dans le questionnement de l'enquête de 2003 sur les patrimoines. La prochaine étape consistera, au cours des prochains mois, à valider cette construction en mesurant, sur un échantillon représentatif de grande taille, le pouvoir explicatif des indicateurs ainsi construits en matière de constitution des patrimoines.

Dans un futur moins proche, la demande sociale sur les comportements patrimoniaux ne faiblissant pas, les enquêtes sur ce thème sont promises à un bel avenir. Il faudra néanmoins réfléchir à une meilleure coordination entre les travaux sur le logement et ceux sur les actifs financiers. Les patrimoines se diversifient de plus en plus et l'idée selon laquelle l'acquisition du logement est première dans le processus d'accumulation patrimoniale mériterait d'être approfondie.

Stefan Lollivier
Directeur des statistiques
démographiques
et sociales à l'Insee

1. Ces résultats sont disponibles, pour les chercheurs, auprès des auteurs.



BIBLIOGRAPHIE

Carroll C.D. (1992), « The Buffer-Stock Theory of Savings: Some Macroeconomic Evidence », *Brooking Papers on Economic Activity*, n° 2, pp. 61-156.

Carroll C.D. (1997), « Buffer-Stock Saving and the Life Cycle / Permanent Income Hypothesis », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 112, n° 1, février, pp. 3-55.

Deaton A. (1991), « Savings and Liquidity Constraints », *Econometrica*, vol. 59, n° 5, pp. 1221-1248.

Friedman M. (1957), *A Theory of the Consumption Function*, NBER, Princeton University Press, Princeton.

Hall R.E. (1978), « Stochastic Implications of the Life Cycle-Permanent Income Hypothesis: Theory and Evidence », *Journal of Political Economy*, vol. 86, n° 6, pp. 971-987.

Kimball M.S. (1990), « Precautionary Saving in the Small and in the Large », *Econometrica*, vol. 58, n° 1, pp. 53-73.

Modigliani F. et Brumberg R. (1954), « Utility Analysis and the Consumption Function: An interpretation of Cross-Section Data », in *Post-Keynesian Economics*, K.K. Kurihara (ed.), pp. 388-436, Georges Allen and Unwin, Londres.

Zeldes S.P. (1989), « Optimal Consumption with Stochastic Income: Deviations from Certainty Equivalence », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 104, n° 2, pp. 275-298.

